

## 2019 : un prix Nobel en trompe-l'œil ?



Cette controverse mettra en commun les deux tribunes de Mehdi Labzaé, sociologue, spécialiste des questions foncières en Éthiopie à l'université Paris 1, René Lefort, chercheur indépendant, spécialiste de la Corne de l'Afrique, et Sabine Planel, chercheuse à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et à l'Institut des mondes africains (IMAF), parue le 17 octobre 2019, et de Sonia Le Gouriellec, maîtresse de conférences en science politique à l'Université catholique de Lille parue le 26 octobre 2019 dans *Le Monde*.

Depuis leur création en 1901, les Prix Nobel récompensent le savoir et le progrès humain en diplomatie, littérature, chimie, médecine, physique et économie plus tardivement. Le prix Nobel de la paix qui récompense un engagement humanitaire et un travail continu d'amélioration de l'humanité est le plus médiatique et est attentivement surveillé car il est souvent au cœur de l'actualité. En 2019, succédant au gynécologue congolais Denis Mukwege et à la yazidie Nadia Murad, récompensés conjointement pour leur combat contre les violences sexuelles, il fut attribué au Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed. Il se trouvait nommé avec de grandes figures de l'engagement comme Greta Thunberg, initiatrice d'une vague de manifestations de la jeunesse et forçant une prise de conscience sur l'état de l'environnement, et également l'association française Reporters sans frontières qui se bat pour la liberté de la presse et d'expression des journalistes.

Abiy Ahmed a ainsi été récompensé pour la signature d'un traité de paix, le 9 juillet 2018 à Jeddah en Arabie Saoudite, avec son voisin l'Érythrée, mettant fin à plus de vingt ans de conflits et de tensions sur un désaccord à propos de leur frontière commune qui a fait plus

de 80 000 morts. A. Ahmed déclara à cette occasion que ce Nobel décerné à lui-même l'était également à l'ensemble du continent africain.

Ce relatif inconnu sur la scène internationale a fait souffler un vent de liberté sur l'Afrique avec ses mesures démocratiques. Depuis son arrivée à la tête du gouvernement, il réalise de nombreux accords de paix avec des groupes rebelles éthiopiens et a libéré plusieurs centaines de prisonniers politiques. Le 27 mai 2018, il libère le chef de file de l'opposition Andargachew, par grâce présidentielle. Le même jour, des accusations ont été abandonnées contre deux autres opposants, Berhanu Nega et l'intellectuel public Jawar Mohammed. Peu de temps après, Abiy Ahmed prit la mesure « sans précédent et inimaginable » de rencontrer Andargachew, qui vingt-quatre heures auparavant était dans le couloir de la mort, une décision audacieuse critiquée par le parti au pouvoir. Les partis d'opposition anciennement « terroristes » font désormais partie de la vie politique légale. Il a mis fin à la censure des médias. Des responsables ont été arrêtés pour corruption et violations des droits humains. Il a aussi introduit des réformes économiques et nommé le premier gouvernement paritaire du continent. Pour la première fois dans l'histoire du pays, une femme est présidente. Les plus grosses entreprises desquelles le pays tire ses principaux revenus sont privatisées. Sa politique a emmené son pays sur un chemin de paix et de démocratisation. Jeune, éloquent et charismatique, sa proximité avec le peuple, tout le distingue de ses prédécesseurs et il incarne le nouvel espoir éthiopien. Ses coups d'éclat attirent l'attention internationale et sans doute celle du comité Nobel.

À l'annonce de sa nomination, tout Internet s'est empressé de féliciter le lauréat. Sur Twitter, le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a salué « ses efforts historiques de consolidation de la paix qui ont donné au monde l'espoir à un moment où il a plus que jamais besoin de dirigeants à son service ». À l'international, on a reconnu le mérite d'un dirigeant africain allant contre les stéréotypes de pauvreté et dictature souvent attribué à l'Éthiopie et le monde entier attend de ce prix qu'il annonce le début d'un avenir meilleur pour l'Éthiopie.

Toutefois derrière cette façade de progrès, la perspective d'un avenir heureux semble encore lointaine en Éthiopie. Ahmed avait commencé la réforme du pays selon un modèle libéral avec une rapidité inattendue. Sûrement même trop inattendue, les réformes se font rapidement dans presque sur un coup de tête, sans réflexion, ni appui de fond nécessaires. Il faut réformer et vite. Ahmed savait que le gouvernement serait hostile à des réformes complètes qui pourraient perturber les institutions. Il n'est donc pas rare que les ministres apprennent dans les journaux du lendemain des décisions prises dans leurs domaines. Bien que le régime soit dit parlementaire, le Parlement n'est qu'une salle d'annonce des dernières décisions. Le parti majoritaire au pouvoir ne le consulte plus, cela n'est plus qu'une question de temps avant sa mort.

Derrière le masque de liberté qu'Addis-Abeba se plaît à porter, les arrestations politiques ont repris au lendemain même de la remise du prix Nobel. Les différents massacres ethniques qui résultent de la chasse aux ressources n'ont jamais été aussi importants depuis

des dizaines d'années, près de trois millions de déplacés internés et des milliers de morts. L'État n'en est plus à sa mission de paix et d'ordre et peine même à affirmer son autorité renforçant celle territoriale des États fédérés. Alors qu'en juin les hauts dirigeants se font assassiner lors d'un coup d'État, les États fédérés outrepassent leurs fonctions constitutionnelles, augmentant leurs armées et s'octroyant les pouvoirs économiques. Par consensus ou par violence s'érige dans certaines régions un dirigeant local pour pallier le vide laissé par les autorités officielles. Par manque de communication aux différents niveaux de l'État, les ethnies se regroupent et augmentent les tensions au sein de la population. L'économie est stagnante et l'insécurité y contribue. La libéralisation a fait un choc chez les entrepreneurs, et au lieu de réduire la pauvreté et le chômage va plutôt accroître le fossé des inégalités.

Le comité Nobel ne peut se voiler la face sur la réalité politique du pays et avait depuis longtemps prévu les critiques qui tomberaient. Il admet que son choix peut être considéré comme « prématuré » mais que le but et toutefois d'ouvrir la voie pour le « travail [du premier ministre] pour la paix et la réconciliation ». Pour citer la tribune de Mehdi Labzaé, René Lefort et Sabine Planel, « il couronne donc un lauréat dont il escompte que le futur justifiera son prix. » Cette récompense n'est pas un aveuglement de la part du Comité mais plutôt une main tendue vers un dirigeant à la tête d'un pays arrivé au bord du précipice.

Pour certains observateurs, ce prix Nobel est aussi une façon de pointer la responsabilité du premier ministre dans la résolution des problèmes actuels. « Il doit lutter contre l'instabilité, l'insécurité et veiller au respect de la légalité, mais il doit également mener de toute urgence des réformes constitutionnelles et institutionnelles », estime Obang Métho. « La Constitution a instauré un État basé sur des critères ethniques. Les régions et les partis sont également établis sur des bases ethniques, les gens sont obsédés par ça et les ethno-nationalistes sont en hausse. Les déplacements internes sont le résultat de la politique fondée sur l'ethnie. Il semble que le premier ministre ne s'attaque pas correctement au problème », regrette le défenseur des droits humains.

Le traité a été signé entre deux pays et le prix aurait ainsi dû être partagé avec Issayas Afeworki, le dictateur de l'Érythrée. Alors que l'Éthiopie refusait de reconnaître les frontières internationales, il a initié les négociations avec Addis-Abeba qui a finalement accepté de quitter les territoires érythréens qu'elle occupait principalement pour contrer la poussée des États du Golfe dans la Corne. Son accord a également été motivé par le bénéfice de la promesse financière de l'Érythrée, et l'aide européenne pour stopper l'émigration meurtrière des locaux. Tout cela pour quels résultats ? Le dictateur de l'Érythrée a coupé toutes négociations et s'est retenu de féliciter son homologue. Un an après la signature de l'accord, les relations entre les deux pays restent strictement diplomatiques, les quatre postes-frontières ouverts après la ratification de l'accord sont désormais fermés. Cette frontière décidée par une commission internationale n'a jamais été tracée. On ignore même si la commission binationale chargée de la normalisation se réunit.

Le comité Nobel se justifie en évoquant les réformes sociales initiées par Abiy Ahmed, réformes qui ont toutefois été suscitées par un mouvement de protestation populaire débuté en 2014. Il ne s'attendait pas à ce qu'une dizaine de jours plus tard le premier ministre cherche querelle au président égyptien sur la gestion des eaux du Nil. Abiy Ahmed a affirmé devant le Parlement éthiopien que son pays « pouvait être en état de marche pour une guerre » contre l'Égypte, avec « des millions » de soldats, avant d'ajouter que cette perspective serait « une erreur pour toutes les parties ». On a pu observer des milliers de morts et des dizaines de milliers d'arrestations faites par le parti au pouvoir l'Oromo Democratic Party, dont Abiy Ahmed était l'un des dirigeants qui condamnait fermement les soulèvements.

Auréolé de la sagesse qu'il s'attribue, le comité se permet de s'immiscer dans les prochaines élections, ce qu'il ne se serait jamais permis pour un pays plus développé. Par son attitude omnisciente, le comité se place et avec lui, l'attention internationale avec le crédit et le respect qu'elle lui porte, derrière un candidat que l'électorat éthiopien adore ou dont elle se défie. Le propos de l'institution est d'accorder le prix Nobel de la paix pour honorer une lutte « en faveur » de la « paix » ou « en faveur » d'un chemin qui prend forme vers elle. Un concours humoristique a été confié par le comité à Abiy Ahmed, une sorte de récompense l'invitant à de nouveaux résultats. Ainsi le poids mis dans la balance des élections tenues le 25 octobre 2018 seulement deux semaines après la remise du prix est considérable.

Cette nomination arrive donc à point nommé pour Abiy Ahmed qui est effectivement réélu premier ministre. Les membres du Comité ont déclaré qu'ils étaient « conscients qu'il reste beaucoup de travail à faire ». Pour le moment, Abiy Ahmed semble utiliser son charisme pour promouvoir la paix et le changement, mais la situation intérieure de l'Éthiopie reste préoccupante à cause de ses réformes rapides et radicales. Les partisans d'Abiy Ahmed espèrent que le prix Nobel lui apportera la validité nécessaire pour continuer ses réformes de libéralisation. D'un autre côté, il exerce un pouvoir de plus en plus personnel, écartant peu à peu les hauts dirigeants qui pourraient lui faire obstacle. Sa distinction pourrait le renforcer dans son idée d'être, selon ses propres mots, le sauveur de l'Éthiopie, il suivrait finalement le même chemin que ses prédécesseurs, ramenant l'Éthiopie sur un modèle de gouvernement centraliste et autoritaire dont elle a déjà trop souffert. Abiy Ahmed est indéniablement le nouvel espoir de l'Afrique et seule l'Histoire nous dira s'il est capable de répondre à de si grandes attentes.

**Camille CHAPT (1<sup>ère</sup> 9), le 6 avril 2020**